

# Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Romano Prodi, Président du conseil des ministres italien, notamment sur les relations franco-italiennes, l'Union européenne et sur les questions du Proche- Orient, à Lucques le 24 novembre 2006.

M. ROMANO PRODI - Bonjour à tous. Merci d'avoir accepté notre invitation à participer à cette conférence de presse qui couronne ce XXVe Sommet entre l'Italie et la France qui se tient dans la ville de Lucques, symbole d'une forte amitié et de relations profondes entre nos deux pays. Ce premier élément de satisfaction s'accompagne d'un deuxième élément à savoir, le très grand plaisir de recevoir mon ami Jacques, et sa délégation d'amis français. Je suis très heureux car depuis plusieurs années déjà nous avons des liens d'amitié profonde qui nous unissent. Il m'est très agréable de constater, qu'une fois de plus, aujourd'hui, nos entretiens se sont conclus sur une parfaite identité de vues sur les principaux thèmes internationaux.

Nous avons une idée stratégique commune sur les grands problèmes de la politique au Moyen-Orient, de la politique européenne, de la politique en Méditerranée. Quant aux aspects particuliers, nous avons commencé notre entretien en parlant, bien sûr, du Proche-Orient, à la lumière des événements dramatiques auxquels nous avons assisté au Liban, ces derniers jours, avec l'assassinat du ministre Pierre GEMAYEL.

Nous avons souligné notre objectif commun d'accorder notre plein soutien au gouvernement SINIORA et de multiplier nos efforts afin d'assurer la stabilité de cette région, et d'encourager la préparation d'une paix stable et durable. Nous avons rappelé que la France, l'Espagne et l'Italie souhaitent, avec les autres partenaires européens, aider à sortir de l'impasse en Palestine. Nous avons constaté une identité de vues, nous, et les ministres des Affaires étrangères, visant à encourager la formation d'un gouvernement d'unité nationale susceptible d'être un interlocuteur du gouvernement israélien pour résoudre les questions les plus urgentes, notamment la situation dramatique à Gaza.

Nous souhaitons oeuvrer en vue de commencer, à partir de Gaza, à trouver des solutions concrètes à la situation dramatique dans laquelle est plongé le Moyen-Orient. Nous souhaitons l'arrêt des violences qui, ces derniers jours, ont sévi dans cette région.

Nous avons ensuite abordé la question des Balkans. Nous sommes convenus de la nécessité de donner une perspective européenne aux Balkans, en proposant au prochain Conseil européen d'initier une politique de soutien à la Serbie qui, en ce moment, traverse une phase difficile. La Serbie est confrontée à des décisions compliquées et difficiles.

Sur la Turquie, nous sommes convenus qu'il faut trouver une position équilibrée en vue du prochain Conseil européen, de manière à ce que les négociations en cours prennent en compte les difficultés que nous connaissons, à l'heure actuelle, des deux côtés, turc et européen.

Nous avons un même souci partagé, profond, intense quant à la situation de l'Afghanistan. Nous partageons la position adoptée par notre ministre des Affaires étrangères, qui est aussi celle du ministre français des Affaires étrangères : à savoir que la solution militaire en Afghanistan ne saurait aboutir à un succès. Le problème est de trouver une solution politique. Il s'agit d'une

question tout à fait prioritaire. Nous ne pensons pas que la seule solution soit d'augmenter le nombre de troupes présentes en Afghanistan et que cela seul suffirait à résoudre une situation aussi dramatique.

Je souhaite également évoquer un certain nombre de thèmes qui ont été abordés par nos ministres : la coopération culturelle, notamment les célébrations à l'occasion du 200<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Napoléon. Cette ville garde d'ailleurs un fort témoignage de cette période historique.

Quant à la coopération militaire, nous avons prévu la création d'un conseil conjoint Affaires étrangères et Défense qui donnera une forme plus concrète à cette coopération.

S'agissant de la coopération industrielle et énergétique, un accord a été signé sur le traitement des déchets nucléaires. Un accord particulièrement important pour les relations entre nos deux pays.

Dans le domaine des transports et des infrastructures, nous avons signé des accords pour améliorer les conditions de la circulation à la frontière franco-italienne, grâce au renforcement du franchissement du col de Tende et le renforcement des installations de sécurité dans le tunnel du Mont-Blanc.

Je souligne aussi la nomination de M. Pasquale PISTORIO à la co-présidence du Forum franco-italien.

La France a enfin assuré son soutien à la candidature de la ville de Milan pour l'Expo 2015.

Merci.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, je voudrais tout d'abord saluer les journalistes Italiens, les journalistes Français, les autres journalistes présents pour ce point de presse, et dire toute ma gratitude, tous mes remerciements, à mon ami Romano PRODI, Président du Conseil italien pour l'organisation très remarquable de ce vingt-cinquième Sommet franco-italien. Comme il l'a souhaité, ce sommet s'est tenu dans cette magnifique ville de Lucca, qui est un témoignage, un symbole historique des relations de confiance, d'amitié, d'estime entre l'Italie et la France. C'était évidemment une bonne idée. Nous sommes très heureux d'être ici.

Chacun connaît l'engagement européen de M. PRODI. Sa volonté de replacer l'Italie au coeur d'une nouvelle ambition européenne. C'est également le souhait de la France. Nous nous rejoignons totalement dans cette vision des choses. Dans cet esprit, nous avons discuté, d'abord, du renforcement de la relation franco-italienne qui est, je le répète, l'un des axes structurants de l'Europe d'aujourd'hui. Nous avons discuté de la relance de l'Union européenne, dans la perspective du cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Nous avons discuté aussi de l'affirmation de l'Europe sur la scène internationale, et notamment des problèmes du Proche-Orient.

Je voudrais dire que les liens économiques, culturels et humains entre la France et l'Italie sont d'une densité exceptionnelle. Notre sommet a permis un certain nombre de progrès sur le plan bilatéral : d'abord, la création d'un Conseil franco-italien de Défense et de Sécurité. Nous en avons un avec l'Allemagne et nous en avons un depuis la semaine dernière avec l'Espagne et depuis aujourd'hui, avec l'Italie. C'est une étape importante pour l'Europe de la Défense. C'est aussi la reconnaissance de l'importance capitale et primordiale de notre coopération stratégique avec l'Italie qui est désormais notre premier partenaire pour les opérations extérieures, qu'ils s'agissent des opérations en Afghanistan, au Liban, dans les Balkans, mais aussi dans le domaine de l'armement. Je pense en particulier au programme des frégates.

Par ailleurs, nous avons évoqué les liaisons alpines, avec la signature d'une série d'accords concernant les tunnels du Mont-Blanc, de Tende, de Fréjus. Nous avons également confirmé notre volonté d'avancer sur le problème de la liaison « Lyon-Turin », sur laquelle des consultations internes sont actuellement engagées en Italie.

En matière de recherche et d'innovation, nous avons signé un accord très important comme l'a dit le Président PRODI, dans le domaine spatial. Nous avons abordé notre coopération dans le domaine des pôles de compétitivité, des relations entre les pôles de compétitivité français et les districts technologiques italiens. Dans cet esprit, après le Président PRODI, je me félicite de la nomination de M. PISTORIO, industriel italien de renommée internationale, qui est aussi vice

nomination de M. PISTORIO, industriel italien de renommée internationale, qui est aussi vice-président pour l'Agence française pour l'innovation industrielle. Il devient maintenant le co-président du Forum franco-italien de la société civile. Il partagera cette co-présidence avec M. Bruno RACINE.

Nous avons enfin évoqué les problèmes de l'énergie avec la confirmation du souhait de l'Italie de renforcer notre partenariat énergétique. Ceci, naturellement, dans le cadre d'alliances européennes, c'est-à-dire amicales.

L'Union européenne a également été au cœur de nos discussions, avec la préparation du Conseil européen de Bruxelles, et avant le début de la Présidence allemande au 1er janvier prochain.

Nous avons bien entendu évoqué l'avenir institutionnel de l'Union au moment où l'Europe s'apprête à célébrer le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. Nous avons aussi évoqué les problèmes de l'élargissement. En étant, d'ailleurs, tout à fait d'accord sur l'esprit que nous devons mettre dans cette procédure. Elargissement qui sera, vous le savez, à l'ordre du jour du prochain Conseil européen et sur lequel la France et l'Italie ont une approche commune.

Nous avons également abordé les problèmes liés à l'immigration illégale. Ce sera l'un des enjeux du Conseil européen de décembre.

Nous avons pu, enfin, réaffirmer l'importance du partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Et puis, je le dis plus brièvement car je n'ai rien à ajouter à ce qu'a dit le Président PRODI dans ce domaine, nous avons évoqué les sujets d'actualité internationale, en particulier, ceux du proche Orient. Nous avons évoqué l'horreur que nous a inspiré l'assassinat, au Liban, de Pierre GEMAYEL. Nous avons renouvelé, comme l'a dit Monsieur PRODI, notre soutien au gouvernement libanais dont nous souhaitons la stabilité. La dégradation dramatique de la situation dans cette région appelle une initiative forte de l'Europe. Après un premier entretien entre le Président ZAPATERO, le Président PRODI et moi-même, nous avons décidé une initiative élargie, bien entendu, à nos partenaires allemands et anglais qui sera l'objet d'une proposition au Conseil européen.

Nous avons aussi évoqué l'Iran, l'Afghanistan, l'Irak. Sur tous ces points, nous avons constaté une approche commune et un jugement commun. Je suis heureux de confirmer, dans ce domaine, ce qu'a dit, dans son propos introductif, le Président PRODI. Il en va de même pour tout ce qui touche à la Palestine et à la Turquie.

QUESTION - Monsieur le Président, c'est une question un peu en marge de cette rencontre. Il y a eu hier un incident très grave à l'issue du match au Parc des Princes. Que vous inspire cette expression de violence extrême ?

LE PRÉSIDENT - Cela m'inspire d'abord, non seulement, un sentiment de condamnation et de stupéfaction, mais aussi d'horreur. Ces violences sont scandaleuses. Les propos racistes, quelque soit leur nature, sont honteux et indignes. Ils doivent être condamnés. Je les condamne avec la plus grande fermeté.

S'agissant du drame qui s'est produit à l'issue du match d'hier, une enquête est en cours. Il faut en attendre les conclusions. Vous me permettrez de ne pas faire de commentaires sur ce point.

QUESTION - J'aimerais poser la même question aux deux Présidents. En quels termes avez-vous abordés la question des relations avec la Syrie, et notamment la nécessité d'avoir un dialogue avec la Syrie ? Monsieur PRODI, avez-vous discuté avec le Président CHIRAC de la proposition d'envoyer des observateurs européens à la frontière entre la Syrie et le Liban ?

M. ROMANO PRODI - Nous avons abordé ces questions. Nous avons également analysé la proposition d'envoyer des observateurs. Cette proposition n'a pas été écartée, mais elle n'a pas encore été complètement acceptée par la partie syrienne. Donc, elle demeure à l'état de proposition. La position italienne est que cette proposition pourrait contribuer à la sécurité du Liban. Néanmoins, il faut trouver un accord général pour que ces propositions soient efficaces.

LE PRÉSIDENT - Je voudrais simplement ajouter que, si nous pouvons avoir, le cas échéant, quelques divergences d'appréciation sur les procédures et les modalités, notre objectif est le même : mettre la Syrie devant ses responsabilités et assurer la stabilité et l'indépendance du Liban.

QUESTION - Je voudrais vous demander, à tous les deux, votre sentiment après la disparition de

Philippe NOIRET ?

M. ROMANO PRODI - Pour l'Italie, c'était, comment dire, un Italien. Voilà la réalité, puisque Philippe NOIRET a été l'acteur de plusieurs films très connus et aimés par le public italien. Pour nous, il est difficile de penser que ce n'était pas un Italien. Je me rappelle que plusieurs de ces films ont d'ailleurs été tournés en Toscane. Il fait partie de la communauté italienne.

LE PRÉSIDENT - Je vous remercie, Madame, d'avoir posé cette question. Il aurait été malheureux que le départ de Philippe NOIRET ne soit pas évoqué à l'occasion d'une réunion franco-italienne, au lendemain de sa disparition. C'est le départ d'un géant de l'art dramatique, de quelqu'un qui était aussi cher au coeur des Italiens, comme vient de le rappeler Monsieur Romano PRODI, qu'au coeur des Français. Philippe NOIRET était vraiment un incomparable artiste.

QUESTION - J'aimerais demander aux deux Présidents quelques clarifications supplémentaires sur la Syrie. J'aimerais comprendre si, à la suite de cet entretien bilatéral, vous avez changé d'avis. Car, jusqu'ici, l'Italie semblait plutôt ouverte au dialogue avec la Syrie et la France moins. Et puis une question, plutôt une boutade, au Président CHIRAC : si vous aviez été socialiste, est-ce que vous auriez voté pour Ségolène ?

M. ROMANO PRODI - Je suis heureux de ne pas devoir répondre à la deuxième question. Toutefois, le Président CHIRAC a déjà répondu à votre première question, très clairement, d'ailleurs. Il est évident que les différences, à ce niveau, existent, mais elles ne sont qu'au niveau tactique, au niveau d'une décision particulière dans le cadre d'une stratégie qui, elle, est tout à fait partagée.

LE PRÉSIDENT - Sur votre deuxième question, chère Madame, vous comprendrez que la position qui est la mienne, actuellement, me conduit, je l'ai toujours dit, à ne porter aucun jugement sur les éventuels candidats aux prochaines élections présidentielles.

QUESTION - Monsieur le Président, je voudrais savoir si vous avez évoqué le dossier Alitalia-Air France. Hier, le Président du Conseil italien avait émis des doutes sur les intentions d'Air France. Je voulais savoir si vous avez réussi à lever ces doutes concernant cette éventuelle fusion ?

LE PRÉSIDENT - Nous sommes dans un problème qui concerne deux entreprises privées et qui, par conséquent, discutent ensemble de leur rapprochement, à mon avis, souhaitable. Laissons les continuer à examiner le problème et à nous dire quelles sont les conclusions qu'elles en tireront. Je crois savoir que le Président d'Air France-KLM vient d'envoyer à son collègue d'Alitalia une mission, aujourd'hui même.

M. ROMANO PRODI - J'ajoute, effectivement, que nous n'en avons pas discuté.

QUESTION - Compte tenu de la prolongation du calendrier de la fusion entre Suez et le groupe public Gaz de France, est-ce que vous souhaitez de nouveau essayer d'insérer le groupe italien Enel, étant donné qu'il y a un peu plus de temps pour boucler ce dossier dans les prochaines semaines.

Sur le projet des bourses européennes entre Francfort-Euronext et Milan qui a échoué. Souhaitez-vous en discuter prochainement et peut-être intervenir auprès des actionnaires des sociétés considérées ou bien est-ce qu'une fusion transatlantique entre Euronext et Wall Street vous convient ?

M. ROMANO PRODI - Je vais soulever le problème de la liaison entre la bourse italienne et la bourse française. Je suis favorable au rapprochement entre les bourses européennes pas seulement sur des bases financières. Je pense qu'il y a des synergies aussi bien dans l'économie réelle que dans l'économie financière.

Sur la question que vous avez posée sur Gaz de France et Enel, je pense que le délai de la décision sera très utile pour reprendre les discussions amicales entre les compagnies italiennes et françaises. Je pense que dans le domaine de l'électricité surtout, il faut avoir une politique partagée. Il est beaucoup plus convenable de prendre des décisions amicales que d'avoir des comportements hostiles entre les compagnies italiennes et françaises.

LE PRÉSIDENT - Je dirais simplement, puisque nous terminons, que je partage tout à fait le sentiment du Président PRODI. Il y a un principe qui est, pour moi fondamental en Europe : il faut toujours privilégier les rapprochements sur une base amicale et équilibrée. C'est l'intérêt des

entreprises. C'est l'intérêt de leurs actionnaires. Et c'est l'intérêt de l'Europe. Je vous remercie.  
QUESTION - J'aimerais savoir si les deux présidents sont satisfaits des règles d'engagement de nos soldats au Liban ? Si cet engagement devait s'aggraver, ces règles doivent-elles être changées ? Avez-vous parlé de la liaison Lyon -Turin ?

M. ROMANO PRODI - S'agissant des règles d'engagement, nous avons vraiment travaillé avec une grande attention, cet été. Le Secrétaire général des Nations Unies a traité, avec un intérêt particulier, tous les aspects spécifiques liés aux risques qui sont très élevés. J'avoue que, personnellement, je pense que ces règles d'engagements sont correctes. Bien sûr, la mission demeure une mission difficile. Par ailleurs, les événements des derniers jours ne font que témoigner de la vérité de cette situation. Mais toutes les mesures ont été adoptées pour assurer la sécurité de nos soldats. Sur ce point l'accord est total.

Quant à Lyon-Turin, nous n'en avons pas discuté entre nous. Les ministres compétents l'ont fait. Nous avons repris ce point en session plénière. Nous avons l'intention de réaliser la liaison « Lyon-Turin ». Nos deux pays estiment qu'il s'agit d'un lien essentiel pour l'avenir de nos économies respectives. L'Italie s'emploie à ce que ce projet puisse aboutir avec, dans un cadre de dialogues avec les populations impliquées, les communautés impliquées, comme on doit le faire dans ces cas. J'ai voulu relancer le dialogue en la matière, un dialogue sérieux, clair et transparent. Hier, une réunion a eu lieu et nous avons l'intention d'avancer sur ce projet mais en prenant en compte la société et le dialogue avec la société. Je vous remercie.